

2. Aucun logement supplémentaire n'a été fourni aux militaires ou à leurs familles.

DÉFENSE NATIONALE—LES ACHATS DE LOGEMENTS À
LA BASE DE GIMLI

Question n° 1628—**M. Rowland:**

Quel montant total, réel et projeté, le gouvernement a-t-il dépensé pour acheter des logements privés et pour accorder des indemnités de résiliation de bail à long terme, à la suite de la fermeture de la base militaire de Gimli?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): L'achat de 44 logements privés à la BFC de Gimli a été approuvé au montant de \$419,000. Il est à prévoir qu'il n'en coûtera pas plus de \$200,000 à la Couronne. Grâce à la vente des propriétés par l'entremise de la Corporation de disposition des biens de la Couronne, la Couronne recouvrera également une partie du prix d'achat. Tout bail à long terme sera cédé ou résilié lorsque les pourparlers avec le propriétaire auront pris fin.

LES POSTES—LE BUREAU DE PARRSBORO (N.-É.)

Question n° 1634—**M. Coates:**

1. Quel est l'effectif actuel, permanent et à temps partiel, du bureau de poste de Parrsboro, en Nouvelle-Écosse?

2. Augmentera-t-on cet effectif lorsque le nouveau bureau de poste y aura été construit et ouvert au public, et, dans l'affirmative, dans quelle mesure?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre des Postes): 1. a) Permanent, 4; b) temps partiel, 1.

2. Non.

LES SUBVENTIONS DU CONSEIL DE RECHERCHES POUR
LA DÉFENSE

Question n° 1649—**M. Broadbent:**

1. Quels sont les programmes du Conseil de recherches pour la défense aux termes desquels des subventions et autres primes de rendement en espèces sont accordées à l'industrie privée?

2. Au cours des cinq dernières années, combien a-t-on versé annuellement à l'industrie en vertu de chacun de ces programmes?

3. Au cours des cinq dernières années, combien a-t-on annuellement affecté à chacune des cinq grandes régions du Canada, en vertu de chacun de ces programmes?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): 1. Le Conseil de recherches pour la défense verse des contributions à l'industrie privée suivant les modalités du programme de recherches industrielles pour la défense.

2. 1966-1967, \$4,689,452; 1967-1968, \$4,483,705; 1968-1969, \$4,285,618; 1969-1970, \$4,012,722; 1970-1971, \$4,479,251.

3.	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970	1970-1971
Colombie-Britannique.....	\$ Néant	\$ Néant	\$ 3,178	\$ 101,975	\$ 116,768
Provinces des Prairies.....	548,487	416,394	233,932	78,337	97,976
Ontario.....	2,988,658	1,401,925	2,848,530	2,682,150	2,749,343
Québec.....	1,152,307	2,665,386	1,199,978	1,150,260	1,515,164
Provinces maritimes.....	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total.....	\$4,689,452	\$4,483,705	\$4,285,618	\$4,012,722	\$4,479,251

LES CENTRES DE MAIN-D'ŒUVRE DU CANADA—LES
PLACEMENTS

Question n° 1670—**M. Orlikow:**

1. Combien de personnes (à l'exclusion de celles placées à titre temporaire), les Centres de Main-d'œuvre du Canada ont-ils placées par province et par territoire en 1966-1967, 1967-1968, 1968-1969, 1969-1970 et 1970-1971?

2. Combien de personnes (à l'exclusion de celles placées à titre temporaire) le Service national de placement, ou l'organisme qui lui a succédé, a-t-il placées par province et par territoire en 1964-1965 et en 1965-1966?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Au tableau ci-joint figurent les statistiques du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration sur les placements (travailleurs occasionnels non compris), par province, pour les années financières 1970-1971, 1969-1970, 1968-1969, 1967-1968 et 1966-1967, ainsi que celles du Service national de placement pour les années financières 1965-1966 et 1964-1965. Les données sur les placements dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon pour les années financières 1970-1971 et 1969-1970 figurent aussi au même tableau. Avant l'année financière 1969-1970, les données pour les Territoires du Nord-Ouest sont comprises dans les totaux de l'Alberta, et celles du Yukon dans les totaux de la Colombie-Britannique.